



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Safe Drinking Water for First Nations Act

Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations

S.C. 2013, c. 21

L.C. 2013, ch. 21

Current to November 17, 2020

À jour au 17 novembre 2020

Last amended on August 28, 2019

Dernière modification le 28 août 2019

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to November 17, 2020. The last amendments came into force on August 28, 2019. Any amendments that were not in force as of November 17, 2020 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 17 novembre 2020. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 28 août 2019. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 17 novembre 2020 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting the safety of drinking water on First Nation lands

	Short Title
1	Short title
	Interpretation
2	Definitions
3	Aboriginal rights
	Regulations
4	Recommendation of Minister
5	Included powers
6	Agreements — Minister
7	Conflict with First Nation laws
	Other Acts
8	Statutory Instruments Act
9	Federal Courts Act
10	Moneys collected provincially
	Limits on Liability, Defences and Immunities
11	Acts and omissions — federal minister or employee
12	Appropriations not subject to claims
13	Her Majesty saved
	Coming into Force
*15	Order in council

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Définitions et interprétation
2	Définitions
3	Droit des autochtones
	Règlements
4	Règlements : recommandation du ministre
5	Contenu des règlements
6	Accord — ministre
7	Prépondérance des règlements
	Autres lois
8	Loi sur les textes réglementaires
9	Application de la Loi sur les Cours fédérales
10	Sommes perçues
	Limites de responsabilité, moyens de défense et immunités
11	Actes et omissions — ministre ou employé fédéral
12	Interdiction de crédit
13	Immunité de Sa Majesté
	Entrée en vigueur
*15	Décret



S.C. 2013, c. 21

L.C. 2013, ch. 21

An Act respecting the safety of drinking water on First Nation lands

Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations

[Assented to 19th June 2013]

[Sanctionnée le 19 juin 2013]

Preamble

Whereas it is important for residents of First Nation lands to have access to safe drinking water;

Whereas effective regulatory regimes are required to ensure such access;

Whereas the Government of Canada is committed to improving the health and safety of residents of First Nation lands;

And whereas the Minister of Indian Affairs and Northern Development and the Minister of Health have committed to working with First Nations to develop proposals for regulations to be made under this Act;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Safe Drinking Water for First Nations Act*.

Interpretation

Definitions

2 (1) The following definitions apply in this Act.

Préambule

Attendu :

qu'il est important que les personnes résidant sur les terres d'une première nation aient accès à de l'eau potable salubre;

que des cadres réglementaires efficaces sont nécessaires pour assurer un tel accès;

que le gouvernement du Canada s'engage à améliorer la santé et la sécurité des résidents des terres des Premières Nations;

que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et le ministre de la Santé se sont engagés à travailler avec les Premières Nations afin d'élaborer des propositions en vue de la prise de règlements en vertu de la présente loi,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations*.

Définitions et interprétation

Définitions

2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

drinking water means water intended for use by humans for drinking, bathing or food preparation. (*eau potable*)

drinking water system means a system for the collection, storage, treatment or distribution of drinking water, and includes a well. (*système d'alimentation en eau potable*)

First Nation means

(a) a band, as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act*, the disposition of whose lands is subject to that Act or the *First Nations Land Management Act*; or

(b) any other band, as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act*, specified in regulations made under subsection (2). (*première nation*)

First Nation lands means

(a) lands the disposition of which is subject to the *Indian Act* or the *First Nations Land Management Act*; or

(b) in relation to a band specified in regulations made under subsection (2), the lands described in those regulations. (*terres*)

Minister means the Minister of Indigenous Services. (*ministre*)

provincial body means a body established by a provincial Act. (*organisme provincial*)

provincial official means a minister of the Crown in right of a province, a person employed by a province or a person appointed to or employed by a provincial body. (*fonctionnaire provincial*)

waste water system means a system for the collection, treatment or disposal of waste water. (*système de traitement des eaux usées*)

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations providing, for the purposes of this Act, that a band, as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act*, is a First Nation and that lands described in those regulations are First Nation lands.

2013, c. 21, s. 2; 2019, c. 29, s. 375.

eau potable Eau destinée à être utilisée par les humains pour boire, se laver ou préparer les aliments. (*drinking water*)

fonctionnaire provincial Employé d'une province. Sont assimilés aux fonctionnaires provinciaux les ministres provinciaux et les personnes nommées aux organismes provinciaux ou employées par ceux-ci. (*provincial official*)

ministre Le ministre des Services aux Autochtones. (*Minister*)

organisme provincial Organisme constitué par une loi provinciale. (*provincial body*)

première nation

a) Bande, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, dont l'aliénation des terres est régie par cette loi ou la *Loi sur la gestion des terres des premières nations*;

b) toute autre bande, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, mentionnée dans les règlements pris en vertu du paragraphe (2). (*First Nation*)

système d'alimentation en eau potable Système — notamment un puits — servant à la collecte, au stockage, au traitement ou à la distribution d'eau potable. (*drinking water system*)

système de traitement des eaux usées Système servant à la collecte, au traitement ou à l'élimination des eaux usées. (*waste water system*)

terres En ce qui concerne une première nation, s'entend des terres suivantes :

a) celles dont l'aliénation est régie par la *Loi sur les Indiens* ou la *Loi sur la gestion des terres des premières nations*;

b) s'agissant d'une bande mentionnée dans les règlements pris en vertu du paragraphe (2), celles délimitées par ceux-ci. (*First Nation lands*)

Règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements prévoyant, pour l'application de la présente loi, qu'une bande au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens* est une première nation et que les terres délimitées par ces règlements sont les terres d'une première nation.

2013, ch. 21, art. 2; 2019, ch. 29, art. 375.

Aboriginal rights

3 For greater certainty, nothing in this Act or the regulations is to be construed so as to abrogate or derogate from any existing Aboriginal or treaty rights of the Aboriginal peoples of Canada under section 35 of the *Constitution Act, 1982*, except to the extent necessary to ensure the safety of drinking water on First Nation lands.

Regulations

Recommendation of Minister

4 (1) Subject to subsections (2) and (3), the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations governing the provision of drinking water on First Nation lands and the disposal of waste water on First Nation lands, including regulations respecting

- (a) the training and certification of operators of drinking water systems and waste water systems;
- (b) the protection of sources of drinking water from contamination;
- (c) the location, design, construction, modification, maintenance, operation and decommissioning of drinking water systems;
- (d) the distribution of drinking water by truck;
- (e) the location, design, construction, modification, maintenance, operation and decommissioning of waste water systems;
- (f) the collection and treatment of waste water;
- (g) the monitoring, sampling and testing of waste water and the reporting of test results; and
- (h) the handling, use and disposal of products of waste water treatment.

Recommendation of Minister of Health

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Health, make regulations respecting standards for the quality of drinking water on First Nation lands.

Recommendation of Minister and Minister of Health

(3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister of Health, make regulations respecting

Droit des autochtones

3 Il est entendu que la présente loi et les règlements ne portent pas atteinte aux droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada visés à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, sauf dans la mesure nécessaire pour assurer la salubrité de l'eau potable sur les terres des premières nations.

Règlements

Règlements : recommandation du ministre

4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements régissant l'alimentation en eau potable sur les terres d'une première nation et l'élimination des eaux usées sur celles-ci, notamment des règlements régissant ce qui suit :

- a) la formation et l'accréditation des opérateurs de systèmes d'alimentation en eau potable et de systèmes de traitement des eaux usées;
- b) la protection des sources d'eau potable contre la contamination;
- c) l'emplacement, la conception, la construction, la modification, l'entretien, l'exploitation et la désaffectation des systèmes d'alimentation en eau potable;
- d) la distribution d'eau potable par camion;
- e) l'emplacement, la conception, la construction, la modification, l'entretien, l'exploitation et la désaffectation des systèmes de traitement des eaux usées;
- f) la collecte et le traitement des eaux usées;
- g) la surveillance, l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées ainsi que les rapports relatifs aux résultats de ces analyses;
- h) la manipulation, l'utilisation et l'élimination des substances résultant du traitement des eaux usées.

Règlements : recommandation du ministre de la Santé

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de la Santé, prendre des règlements régissant les normes relatives à la salubrité de l'eau potable sur les terres d'une première nation.

Règlements : recommandation conjointe

(3) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et du ministre de la Santé, prendre des règlements régissant ce qui suit :

- (a)** the monitoring, sampling and testing of drinking water on First Nation lands and the reporting of test results;
- (b)** the making of remediation orders if standards established under subsection (2) have not been met; and
- (c)** emergency measures in response to the contamination of drinking water on First Nation lands.

Included powers

5 (1) Regulations made under section 4 may

- (a)** specify the classes of drinking water systems and waste water systems to which the regulations apply;
- (b)** confer on any person or body any legislative, administrative, judicial or other power that the Governor in Council considers necessary to effectively regulate drinking water systems and waste water systems;
- (c)** confer on any person or body the power, exercisable in specified circumstances and subject to specified conditions,
 - (i)** to make orders to cease any work, comply with any provision of the regulations or remedy the consequences of a failure to comply with the regulations,
 - (ii)** to do any work that the person or body considers necessary and to recover the costs of that work, or
 - (iii)** to appoint a manager independent of the First Nation to operate a drinking water system or waste water system on its First Nation lands;
- (d)** fix, or prescribe the manner of calculating, the fees to be paid to any person or body for the use of a drinking water system or a waste water system;
- (e)** fix the rate of interest to be charged on amounts owing under the regulations;
- (f)** subject to subsection (2), establish offences punishable on summary conviction for contraventions of the regulations and set fines or terms of imprisonment or both for such offences;
- (g)** establish a system of administrative monetary penalties applicable to contraventions of specified provisions of the regulations and set the amounts of those penalties;

- a)** la surveillance, l'échantillonnage et l'analyse de l'eau potable sur les terres d'une première nation ainsi que les rapports relatifs aux résultats de ces analyses;
- b)** la prise de mesures correctives lorsque l'eau potable sur les terres d'une première nation ne satisfait pas aux normes visées au paragraphe (2);
- c)** les mesures d'intervention d'urgence à prendre en cas de contamination de l'eau potable sur les terres d'une première nation.

Contenu des règlements

5 (1) Les règlements pris en vertu de l'article 4 peuvent notamment :

- a)** établir les catégories de systèmes d'alimentation en eau potable et de systèmes de traitement des eaux usées auxquels ils s'appliquent;
- b)** conférer à toute personne ou à tout organisme tout pouvoir, notamment législatif, administratif ou judiciaire, que le gouverneur en conseil juge nécessaire afin de régir efficacement les systèmes d'alimentation en eau potable et les systèmes de traitement des eaux usées;
- c)** conférer à toute personne ou à tout organisme les pouvoirs ci-après et préciser les circonstances et les conditions de leur exercice :
 - (i)** ordonner à quiconque de cesser tous travaux, de se conformer à toute disposition réglementaire ou de prendre toute mesure pour remédier aux conséquences découlant de toute contravention aux règlements,
 - (ii)** effectuer tous travaux que l'un ou l'autre considère nécessaires et prendre toute mesure de recouvrement du coût de ces travaux,
 - (iii)** nommer un tiers, indépendant de la première nation, gestionnaire responsable de l'exploitation d'un système d'alimentation en eau potable ou d'un système de traitement des eaux usées sur les terres de la première nation;
- d)** établir les droits à payer à toute personne ou à tout organisme relativement à l'utilisation d'un système d'alimentation en eau potable ou d'un système de traitement des eaux usées, ou leur mode de calcul;
- e)** établir le taux d'intérêt applicable aux sommes exigibles au titre des règlements;
- f)** sous réserve du paragraphe (2), prévoir que la contravention à toute disposition réglementaire

(h) confer on any person the power to verify compliance with the regulations, including the power to seize and detain things found in the exercise of that power;

(i) confer on any person the power to apply for a warrant to conduct a search of a place;

(j) confer on any person the power to audit the books, accounts and records of persons or bodies that exercise powers or perform duties under the regulations;

(k) require the collection, recording and reporting of information relating to the quality of drinking water or to waste water;

(l) prescribe rules respecting the confidentiality or disclosure of any information obtained under the regulations;

(m) prescribe rules of procedure for hearings to be held in relation to a drinking water system or waste water system, including rules for the issuance of subpoenas to require the appearance of persons and the production of documents and rules requiring that evidence be given under oath;

(n) prescribe the obligations of any person or body that exercises powers or performs duties under the regulations, and specify the penalties that apply in the event of the breach of those obligations;

(o) subject to paragraphs 11(1)(a), (2)(a) and (3)(a) and section 12, set limits on the liability of any person or body exercising a power or performing a duty under the regulations, and establish defences and immunities for such a person or body;

(p) require permits to be obtained as a condition of engaging in any activity on First Nation lands that could affect the quality of drinking water, or as a condition of engaging in any activity governed by the regulations, specify the terms and conditions of those permits and provide for their issuance, suspension and cancellation;

(q) deem a First Nation or any person or body, for the purposes of this Act, to be the owner of a drinking water system or waste water system of a prescribed class, and prescribe classes of drinking water systems and waste water systems for that purpose; and

(r) require that an assessment of the environmental effects of drinking water systems or waste water systems be undertaken in circumstances where the *Impact Assessment Act* does not apply, and establish a procedure to be followed in such assessments.

constitue une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et établir les peines — amende ou emprisonnement ou les deux;

g) établir un régime de sanctions administratives pécuniaires pour réprimer la contravention à toute disposition réglementaire donnée et établir le montant des sanctions;

h) conférer à toute personne le pouvoir de vérifier le respect des règlements et, notamment, celui de saisir et retenir toute chose trouvée dans l'exercice de ce pouvoir;

i) conférer à toute personne le pouvoir de faire une demande pour l'obtention d'un mandat en vue de perquisitionner dans un lieu;

j) conférer à toute personne le pouvoir de procéder à la vérification des livres, comptes et dossiers de toute personne ou tout organisme qui exerce des attributions conférées par les règlements;

k) exiger la collecte, la consignation et la transmission de renseignements relatifs à la salubrité de l'eau potable ou aux eaux usées;

l) établir les règles s'appliquant à la protection du caractère confidentiel des renseignements obtenus en application des règlements et à leur communication;

m) établir les règles de procédure s'appliquant à toute audience concernant tout système d'alimentation en eau potable ou tout système de traitement des eaux usées, notamment des règles relatives à la délivrance d'assignations à comparaître et à produire des documents et des règles exigeant que les dépositions soient faites sous serment;

n) établir les obligations de toute personne ou tout organisme qui exerce des attributions conférées par les règlements et établir les peines applicables en cas d'inexécution de ces obligations;

o) sous réserve des alinéas 11(1)a), (2)a) et (3)a) et de l'article 12, limiter la responsabilité de toute personne ou tout organisme qui exerce des attributions conférées par les règlements, et établir les moyens de défense et immunités dont ceux-ci peuvent se prévaloir;

p) exiger l'obtention de permis préalablement à l'exercice de toute activité sur les terres d'une première nation susceptible d'influer sur la salubrité de l'eau potable ou de toute activité réglementée, prescrire les conditions qui y sont rattachées et régir leur délivrance, leur suspension et leur révocation;

Offences under provincial law

(2) If a contravention of the regulations that is an offence under paragraph (1)(f) would have been an offence under provincial law had the contravention occurred outside First Nation lands in the province in which it occurred, the fine or term of imprisonment imposed for the contravention by the regulations may not exceed that imposed by provincial law for such a contravention.

Incorporation by reference

(3) Regulations made under section 4 may incorporate by reference laws of a province, as amended from time to time, with any adaptations that the Governor in Council considers necessary.

Provincial variations

(4) Regulations made under section 4 may vary from province to province and, within any province, may be restricted to the First Nations specified in the regulations or exempt specified First Nations from their application.

Limitation

(5) Section 4 does not authorize the making of regulations respecting

- (a)** the allocation of water supplies; or
- (b)** the issuance of permits for the use of water for any purpose other than the provision of drinking water.

2013, c. 21, s. 5; 2012, c. 19, s. 65; 2019, c. 28, s. 188.

Agreements – Minister

6 (1) The Minister may enter into an agreement for the administration and enforcement of regulations made under subsection 4(1) with any province, corporation or other body.

q) prévoir que toute première nation ou toute personne ou tout organisme est réputé, pour l'application de la présente loi, propriétaire d'un système d'alimentation en eau potable ou d'un système de traitement des eaux usées appartenant à une catégorie donnée et, à cette fin, établir des catégories de systèmes d'alimentation en eau potable ou de systèmes de traitement des eaux usées;

r) exiger que l'évaluation des effets sur l'environnement des systèmes d'alimentation en eau potable ou des systèmes de traitement des eaux usées soit effectuée dans les cas où la *Loi sur l'évaluation d'impact* ne s'applique pas et en prescrire la procédure.

Infractions provinciales

(2) La peine établie par règlement pour contravention à toute disposition réglementaire qui constitue une infraction visée à l'alinéa (1)f ne peut être supérieure à celle prévue, le cas échéant, par les textes législatifs de la province où l'infraction a été commise pour les mêmes actes ou omissions lorsqu'ils sont commis à l'extérieur des terres d'une première nation.

Incorporation par renvoi

(3) Les règlements pris en vertu de l'article 4 peuvent incorporer par renvoi, avec ses modifications successives, tout texte législatif d'une province et y apporter les adaptations que le gouverneur en conseil estime nécessaires.

Variations

(4) Les règlements pris en vertu de l'article 4 peuvent varier d'une province à l'autre et, dans une province donnée, peuvent s'appliquer uniquement aux premières nations qui y sont mentionnées ou exempter des premières nations données de leur application.

Réserve

(5) L'article 4 ne permet pas la prise de règlements régissant la répartition des approvisionnements en eau, et il ne permet la prise de règlements régissant la délivrance de permis d'utilisation de l'eau qu'à des fins d'alimentation en eau potable.

2013, ch. 21, art. 5; 2012, ch. 19, art. 65; 2019, ch. 28, art. 188.

Accord – ministre

6 (1) Le ministre peut conclure un accord avec toute province, toute société ou tout autre organisme pour l'exécution et le contrôle d'application des règlements pris en vertu du paragraphe 4(1).

Agreements — Minister of Health

(2) The Minister of Health may enter into an agreement for the administration and enforcement of regulations made under subsection 4(2) with any province, corporation or other body.

Agreements — both Ministers

(3) The Minister may, in consultation with the Minister of Health, enter into an agreement for the administration and enforcement of regulations made under subsection 4(3) with any province, corporation or other body.

Conflict with First Nation laws

7 Regulations made under this Act prevail over any laws or by-laws made by a First Nation to the extent of any conflict or inconsistency between them, unless those regulations provide otherwise.

Other Acts

Statutory Instruments Act

8 The *Statutory Instruments Act* does not apply to an instrument made by a provincial official or body under the authority of a provincial law incorporated by reference in the regulations.

Federal Courts Act

9 (1) A provincial official or body that exercises a power or performs a duty under the regulations is not a federal board, commission or other tribunal for the purposes of the *Federal Courts Act*.

Review or appeal in provincial courts

(2) Unless otherwise provided by the regulations, if a power or duty conferred or imposed by provincial law is incorporated by reference in the regulations, its exercise or performance pursuant to the regulations is subject to review by or appeal to the courts of the province in the same manner and to the same extent as if the provincial law applied of its own force.

Moneys collected provincially

10 Fees, charges, fines or other payments collected by a person or body pursuant to the regulations are not Indian moneys for the purposes of the *Indian Act* or public money for the purposes of the *Financial Administration Act*.

Accord — ministre de la Santé

(2) Le ministre de la Santé peut conclure un accord avec toute province, toute société ou tout autre organisme pour l'exécution et le contrôle d'application des règlements pris en vertu du paragraphe 4(2).

Accord — ministre et ministre de la Santé

(3) Le ministre peut, en consultation avec le ministre de la Santé, conclure un accord avec toute province, toute société ou tout autre organisme pour l'exécution et le contrôle d'application des règlements pris en vertu du paragraphe 4(3).

Prépondérance des règlements

7 Les règlements pris en vertu de la présente loi l'emportent, sauf disposition contraire de ceux-ci, sur tout texte législatif ou règlement administratif incompatible pris par une première nation.

Autres lois

Loi sur les textes réglementaires

8 La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas au texte pris par un fonctionnaire ou un organisme provincial en vertu du texte législatif d'une province incorporé par renvoi dans les règlements.

Application de la Loi sur les Cours fédérales

9 (1) Pour l'application de la *Loi sur les Cours fédérales*, le fonctionnaire ou l'organisme provincial qui exerce des attributions conférées par les règlements ne constitue pas un office fédéral au sens de cette loi.

Appel ou contrôle judiciaire devant les tribunaux de la province

(2) Sauf disposition contraire des règlements, l'exercice de toute attribution conférée par un texte législatif d'une province incorporé par renvoi dans un règlement peut donner lieu à un appel ou au contrôle judiciaire devant les tribunaux de cette province, de la manière et dans les circonstances prévues par les règles de droit de celle-ci.

Sommes perçues

10 Les sommes perçues en application des règlements par toute personne ou tout organisme ne constituent ni de l'argent des Indiens au sens de la *Loi sur les Indiens*, ni des fonds publics au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Limits on Liability, Defences and Immunities

Acts and omissions — federal minister or employee

11 (1) In respect of any act or omission that occurs in a given province in the exercise of a power or the performance of a duty under the regulations by a minister of the Crown in right of Canada or an employee in the federal public administration, Her Majesty in right of Canada and the minister or employee are entitled, in addition to any limits on liability, defences and immunities under the *Crown Liability and Proceedings Act*, to

(a) in the case of Her Majesty in right of Canada, the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply to Her Majesty in right of the province in the exercise of such a power or the performance of such a duty under the laws of the province; and

(b) in the case of the minister or employee, the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply to a provincial official exercising such a power or performing such a duty under the laws of the province, unless otherwise provided by the regulations.

Acts and omissions — provincial official or body

(2) In respect of any act or omission that occurs in the exercise of a power or the performance of a duty under the regulations by a provincial official or body,

(a) Her Majesty in right of Canada is entitled to the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply to Her Majesty in right of the province in the exercise of such a power or the performance of such a duty under the laws of the province; and

(b) the official or body is entitled to the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply to a provincial official or body exercising such a power or performing such a duty under the laws of the province, unless otherwise provided by the regulations.

Acts and omissions — other person or body

(3) In respect of any act or omission that occurs in a given province in the exercise of a power or the performance of a duty under the regulations by a person or body other than Her Majesty in right of Canada, a minister of the

Limites de responsabilité, moyens de défense et immunités

Actes et omissions — ministre ou employé fédéral

11 (1) À l'égard des actes ou omissions survenant dans l'exercice, dans une province donnée, d'attributions conférées par les règlements à tout ministre fédéral ou à tout employé de l'administration publique fédérale, Sa Majesté du chef du Canada, le ministre ou l'employé bénéficient non seulement des limites de responsabilité, moyens de défense et immunités prévus par la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, mais aussi :

a) s'agissant de Sa Majesté du chef du Canada, des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont Sa Majesté du chef de la province bénéficierait dans l'exercice de ces attributions selon le droit de la province;

b) s'agissant du ministre ou de l'employé, des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont tout fonctionnaire provincial bénéficierait s'il exerçait ces attributions selon le droit de la province, sauf disposition contraire des règlements.

Actes et omissions — fonctionnaire ou organisme provincial

(2) À l'égard des actes ou omissions survenant dans l'exercice d'attributions conférées par les règlements à tout fonctionnaire ou organisme provincial :

a) Sa Majesté du chef du Canada bénéficie des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont Sa Majesté du chef de la province bénéficierait dans l'exercice de ces attributions selon le droit de la province;

b) le fonctionnaire ou l'organisme bénéficient, sauf disposition contraire des règlements, des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont ils bénéficieraient s'ils exerçaient ces attributions selon le droit de la province.

Actes et omissions — autre personne ou organisme

(3) À l'égard des actes ou omissions survenant dans l'exercice, dans une province donnée, d'attributions conférées par les règlements à toute personne ou tout organisme autre que Sa Majesté du chef du Canada, qu'un

Crown in right of Canada, an employee in the federal public administration or a provincial official or body,

(a) no person has a right to receive any compensation, damages, indemnity or other relief from Her Majesty in right of Canada; and

(b) the person or body is entitled to the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply to a person or body exercising such a power or performing such a duty under the laws of the province, unless otherwise provided by the regulations.

Appropriations not subject to claims

12 No payment may be made under an appropriation authorized by an Act of Parliament in order to satisfy any claim arising out of an act or omission referred to in subsection 11(3).

Her Majesty saved

13 No civil proceeding may be brought, no order may be made and no fine or monetary penalty may be imposed against Her Majesty in right of Canada under the regulations.

Coming into Force

Order in council

***15** The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Act in force November 1, 2013, see SI/2013-111.]

ministre fédéral, qu'un employé de l'administration publique fédérale ou qu'un fonctionnaire ou organisme provincial :

a) nul ne peut recevoir d'indemnité ou autre réparation de Sa Majesté du chef du Canada;

b) la personne ou l'organisme bénéficiaire, sauf disposition contraire des règlements, des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont ils bénéficieraient s'ils exerçaient ces attributions selon le droit de la province.

Interdiction de crédit

12 Il ne peut être accordé aucune somme par voie de crédit affecté par le Parlement pour faire droit à toute réclamation inhérente aux actes ou omissions visés au paragraphe 11(3).

Immunité de Sa Majesté

13 Les règlements ne peuvent servir de fondement à aucun recours civil ni à aucune ordonnance, amende ou sanction pécuniaire contre Sa Majesté du chef du Canada.

Entrée en vigueur

Décret

***15** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Loi en vigueur le 1^{er} novembre 2013, voir TR/2013-111.]